

SÉNAT

BOTSWANA : 60 ANS APRÈS L'INDÉPENDANCE, LE DÉFI DE LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France – Afrique australe au Botswana

Du 12 au 18 avril 2026

Du 12 au 18 avril 2026, une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Afrique australe, conduite par son président Jean-Baptiste Blanc, et composée de Mme Jacqueline Eustache-Brinio, présidente déléguée pour le Botswana, et de M. Michaël Weber, membre du groupe d'amitié, s'est rendue au Botswana.

Le déplacement a permis de marquer le 60^e anniversaire de l'indépendance du Botswana et des relations diplomatiques avec la France. Il a suivi de quelques jours seulement la visite en France du président du Botswana Duma Boko.

La délégation s'est rendue dans la capitale Gaborone et dans ses environs, pour effectuer des visites et entretiens sur trois thématiques principales :

- la vitalité de la démocratie botswanaise, près d'un an et demi après l'alternance politique historique de novembre 2024 ;
- le défi économique que représente pour le Botswana l'urgente nécessité de diversifier son économie et son modèle de croissance alors que le pays, longtemps porté par la rente diamantifère, célèbre le « *jubilé de diamant au pays du diamant* » ;
- le renforcement de la relation bilatérale entre la France et le Botswana, avec pour socle, le développement de l'enseignement du français, seule langue étrangère enseignée au niveau secondaire dans les écoles publiques, depuis 25 ans.

I. Une démocratie stable consolidée par une alternance politique qui suscite de nombreuses attentes

Le Botswana est une démocratie parlementaire stable depuis l'accession à l'indépendance en septembre 1966. Pendant près de 60 ans, le *Botswana Democratic Party* (BDP) a dirigé le pays sans discontinuer. Une alternance politique historique est intervenue lors des élections législatives d'octobre 2024, avec la défaite du BDP et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe rassemblée dans la coalition de l'*Umbrella for Democratic Change* (UDC).

Le président Duma Boko a été investi en novembre 2024 et a porté au pouvoir une nouvelle génération de dirigeants, formés dans les universités américaines et britanniques, à l'image du vice-président et ministre des Finances Ndaba Gaolathe ou de la ministre des Minerais Bogolo Kenewendo (que le groupe d'amitié avait rencontrée à Paris en novembre 2025).

Cette alternance a suscité de nombreux espoirs, le président Boko ayant été élu sur un ambitieux programme économique, promettant la création de 500 000 emplois, ainsi que de nombreuses mesures sociales (élargissement de la couverture sociale, augmentation de l'allocation étudiants, baisse des tarifs de l'électricité...).

Plus d'un après l'élection, la délégation du groupe d'amitié a pu constater auprès de ses interlocuteurs la difficulté de passer des discours aux actes. Les promesses n'ont pas toujours été budgétées et le volontarisme de

BOTSWANA : 60 ANS APRÈS L'INDÉPENDANCE, LE DÉFI DE LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

l'équipe dirigeante se heurte aux lourdeurs administratives, dans un pays où près de 40 % des emplois relèvent de la sphère publique et où la culture de l'initiative privée peine à se développer.



La délégation avec M. Malope, chef de la Chambre des Chefs et Mme Manyengeng, députée et vice-présidente de l'Assemblée nationale.

Lors de son entretien à l'Assemblée nationale du Botswana, la délégation a pu interroger sa vice-présidente sur le premier bilan de l'action du nouveau pouvoir en place. A également été évoquée la création récente d'une Cour constitutionnelle au Botswana, appelée à devenir la juridiction suprême pour toutes les questions d'interprétation de la Constitution. Cette Cour est présentée par le président Boko comme une étape importante dans l'affermissement du système démocratique du Botswana et comme un outil indispensable pour la protection des droits des Botswanais.

Les enjeux d'égalité entre les hommes et les femmes ont également été abordés, alors que la féminisation du Parlement a connu un repli lors des dernières élections. Seules 6 femmes ont été élues députées en 2024 sur 69 membres, contre 9 dans la précédente législature.

Cet entretien a également permis de mesurer la singularité du système politique botswanais. Si le Parlement du Botswana est monocaméral, constitué exclusivement de l'Assemblée nationale, il existe également une **Chambre des Chefs**. Bien qu'elle ne fasse pas partie du Parlement au sens strict, la Chambre des chefs est reconnue par la Constitution comme un organe chargé d'éclairer l'Assemblée nationale sur les questions touchant aux institutions coutumières et aux intérêts des communautés traditionnelles.

Elle est composée de 35 membres, dont les huit chefs traditionnels (*kgosi*) représentant les principales chefferies du pays.

Deux déplacements dans les communautés rurales de **Ramotswa** puis de **Kanyé**, à l'invitation du chef de la Chambre des Chefs, ont permis de mieux comprendre le rôle des *kgosi* au sein de leurs communautés. Le *kgosi* veille à l'unité de sa communauté et préside la *kgotla*, l'assemblée communautaire traditionnelle. Cette réunion constitue un lieu de consultation publique et de règlement consensuel des affaires locales. Comme l'a constaté la délégation, les habitants peuvent y exprimer leurs opinions, débattre des projets intéressant la communauté ou soumettre des différends. Le recours au *kgotla* demeure un élément central de la gouvernance locale botswanaise.



Rencontre de la délégation avec la communauté rurale de Ramotswa et avec la kgosi Mosadi Seboko.

II. Historiquement portée par le diamant, une économie aujourd'hui en quête de diversification

Le Botswana a longtemps fondé sa prospérité sur l'exploitation du diamant, qui représente encore environ 80 % des exportations et près d'un tiers des recettes publiques. Le Botswana demeure, encore aujourd'hui, le premier producteur mondial de diamants en valeur. Le secteur du diamant a permis au Botswana de battre des records de croissance jusqu'à la décennie 2000-2010.

Mais depuis le début des années 2020, le marché mondial du diamant naturel a connu un ralentissement brutal : baisse de la demande, concurrence des diamants synthétiques, imposition des droits de douane de l'administration Trump, reconfiguration des chaînes de valeur. En conséquence, la croissance du pays a enregistré un fort

BOTSWANA : 60 ANS APRÈS L'INDÉPENDANCE, LE DÉFI DE LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

ralentissement et le taux chômage des jeunes s'établit à 40 %.

En outre, la concentration mono-thématique de l'économie sur le secteur des diamants a entretenu le sous-développement des secteurs agricole (moins de 2 % du PIB) et manufacturier (moins de 6 % du PIB).



Visite de l'entreprise Lucara Diamond, avec Mme Naseem Lahri, directrice générale pour le Botswana.

Conscient de la nécessité de cette diversification, le gouvernement du Botswana a multiplié ces dernières années les plans de transformation de l'économie. Le dernier en date est le *Botswana Economic Transformation Programme*, qui identifie les freins structurels à la croissance et présente des réformes pour attirer les investissements, développer les PME et créer des emplois qualifiés.



Table ronde avec des acteurs du monde économique, notamment Business Botswana, Veolia, CMA-CGM ou encore la Chambre de commerce franco-botswanaise.

La table ronde organisée à la résidence de l'ambassade de France avec les acteurs du monde économique a permis de mesurer l'avancée de ces plans et l'état du climat des affaires au Botswana. Si des progrès ont été accomplis, la diversification reste encore insuffisante. Les difficultés logistiques et le mauvais état de certaines infrastructures freinent encore le développement du pays.

Plusieurs acteurs ont souligné en particulier la persistance des problèmes de congestion aux points de passage frontaliers du Botswana. Des

embouteillages spectaculaires aux frontières avec la Zambie et avec l'Afrique du Sud entravent la fluidité des échanges régionaux. En période de forte activité, on observe des files de camions sur une dizaine de kilomètres et les temps d'attente peuvent s'étirer sur plusieurs jours. Le manque d'harmonisation des procédures tout comme l'insuffisante dématérialisation des formalités expliquent en grande partie ces difficultés.

L'intégration régionale gagnerait à être renforcée, dans un pays qui a historiquement davantage misé sur l'exportation à l'international, *via* la spécialisation dans le secteur du diamant. Le développement des échanges avec les pays voisins du Botswana est aujourd'hui une priorité. Le pays peut être accompagné dans ces projets par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), comme l'a expliqué à la délégation Mme Angèle Makombo N'Tumba, secrétaire exécutive adjointe de la SADC. Regroupant 16 pays d'Afrique australe et ayant son siège à Gaborone, la SADC a pour objectif de favoriser la coopération et l'intégration économique de ses États membres.

La diversification économique passe aussi par le soutien au secteur agricole, comme cela a été souligné lors des entretiens que la délégation a eus à l'Université agronomique (BUAN) et à l'Institut national de recherche et de développement agricoles (NARDI), équivalent botswanais de l'INRAE en France. Dominé par l'élevage bovin (80 % du PIB agricole), le secteur agricole doit passer de 2 % à 6 % du PIB d'ici 5 ans. Le cheptel bovin doit passer de 1,7 million à 5 millions de têtes. Le plan du gouvernement prévoit l'utilisation de technologies numériques *via* notamment le programme *Smart Modern Village* (recours à l'intelligence artificielle pour analyser les données agricoles et utilisation de capteurs connectés dans les systèmes d'irrigation).

III. De nombreux atouts pour faire de la France un partenaire privilégié du Botswana

Alors que le Botswana renforce ses liens avec la Russie (une ambassade doit prochainement ouvrir à Moscou) et que la Chine est de plus en plus présente dans le pays, la France gagnerait à capitaliser sur ses atouts.

D'abord, point notable dans cette région d'Afrique anglophone, le français est depuis 25 ans la seule langue étrangère enseignée dans

BOTSWANA : 60 ANS APRÈS L'INDÉPENDANCE, LE DÉFI DE LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

les écoles secondaires publiques du pays. Cette généralisation de l'apprentissage du français est une chance, à condition cependant de former suffisamment d'enseignants et de consolider l'action remarquable conduite par l'Alliance française de Gaborone (AFG), unique établissement de ce type au Botswana. À cet égard, le soutien au projet immobilier de l'AFG apparaît indispensable. Il vise à créer un centre éducatif et culturel de référence à Gaborone, accueillant 10 salles de classe, un auditorium et une médiathèque. Si le projet est déjà bien avancé, des compléments financiers restent à apporter pour le finaliser.



Visite du projet immobilier de l'Alliance française de Gaborone (AFG) : la délégation avec la directrice de l'AFG Mme Monneret, à gauche.

Il faut souligner par ailleurs qu'une vingtaine d'entreprises françaises sont déjà présentes au Botswana et peuvent accompagner l'agenda de transformation économique du pays : Orange (premier opérateur mobile du pays), Dassault Systèmes, IDEMIA, TotalEnergies, Air Liquide ou encore Veolia (qui a ouvert une usine d'épuration d'eau à Gaborone). Orano envisage également de s'implanter.

S'il est amené à voir son poids relatif diminuer, le secteur des diamants restera incontournable.

C'est pourquoi l'excellence française en matière de haute joaillerie gagnerait à s'associer avec l'expertise botswanaise en matière d'extraction de diamants.

Les liens entre les deux pays se sont par ailleurs récemment renforcés à l'occasion de la visite en France du président Duma Boko les 7 et 8 avril 2026. Le président du Botswana s'est rendu au sommet *One Health* à Lyon, puis s'est entretenu avec le président de la République française Emmanuel Macron. Une rencontre a également été organisée avec le Medef International, en présence d'une trentaine d'entreprises.



Rencontre de la délégation avec les élèves apprenant le français, à l'école internationale Maru-a-Pula.

*

Au terme de cette mission, la délégation sénatoriale a mesuré l'ampleur des défis que doit relever aujourd'hui le Botswana. Après avoir vécu sur la rente du diamant, le pays est désormais contraint de diversifier son économie.

Fort de sa stabilité, bénéficiant d'une très bonne situation sécuritaire et porté par un agenda de transformation économique, le pays doit encore lever les dernières inerties pour concrétiser ses ambitions, qui ont été rappelées par le Président Boko lors du sommet *Africa Forward* à Nairobi le 12 mai 2026.

Composition de la délégation



Jean-Baptiste BLANC
Président du groupe d'amitié France –
Afrique australe
Sénateur de Vaucluse
Les Républicains



Jacqueline EUSTACHE-BRINIO
Présidente déléguée du groupe
d'amitié pour le Botswana
Sénatrice du Val d'Oise
Les Républicains



Michaël WEBER
Membre du groupe d'amitié
Sénateur de la Moselle
Socialiste, Écologiste et Républicain